

“Benoît Lutgen prétendait que nous n’avancions pas sur les questions de bonne gouvernance. Alors qu’au quotidien, c’était le CDH qui freinait sur ces questions.”

Pierre-Yves Dermagne
Chef de groupe PS au parlement wallon

■ Pierre-Yves Dermagne, chef de groupe PS au parlement wallon, évoque le “coup” de Benoît Lutgen, il y a tout juste un an.

■ Il critique la majorité MR-CDH mais reconnaît une part de responsabilité du PS, comme des autres partis, dans la montée des populismes.

“Le changement de majorité a ralenti la réforme de Nethys”

“Dans quelques semaines, le MR et le CDH feront marche arrière sur la gouvernance”

Entretien Stéphane Tassin

Ministre wallon entre janvier et juillet 2017, Pierre-Yves Dermagne (PS), qui avait remplacé Paul Furlan, emporté par l’affaire Publifin, a rebondi comme chef de groupe PS au parlement wallon. Dans l’opposition, il revient notamment sur le coup de Jarnac du CDH, qui a envoyé son parti dans l’opposition, le 19 juin 2017.

Un an après la décision du CDH de renverser la majorité, en êtes-vous remis ?

On a vite tourné la page et notre volonté était de nous inscrire dans l’action et dans une opposition la plus objective possible, en déposant des textes qui collent à ce que l’on estime être les préoccupations des Wallonnes et des Wallons. L’amertume n’est pas bonne conseillère.

Quel était votre sentiment quand la nouvelle est tombée alors que vous veniez à peine d’être nommé ministre ?

Un sentiment d’amertume sur la manière et sur les arguments avancés par Benoît Lutgen. Il prétendait que nous n’avancions pas sur les questions de bonne gouvernance. Alors qu’au quotidien, c’était le CDH qui freinait sur ces questions. On l’a vu sur le décu-mul ministre-bourgmestre.

Est-ce que le CDH, qui est resté au pouvoir en y faisant monter le MR, a réussi à mettre de côté les mesures de bonne gouvernance qui ne lui plaisaient pas à l’époque ?

Il y a eu des tentatives de faire passer des choses taillées sur mesure pour certains élus CDH. En voulant exclure les fondations d’utilité publique du périmètre de contrôle des rémunérations, des incompatibilités, etc. A l’époque on s’est demandé pourquoi le CDH voulait faire ça ? Et puis on a compris qu’il en existait une à Marche-en-Famenne, avec un directeur général qui est par ailleurs échevin à Bastogne. Et vous verrez dans quelques semaines un retour en arrière sur des choses votées dans le décret gouvernance.

Lesquelles ?

L’incompatibilité familiale entre un statut de directeur général ou de directeur financier d’une commune et un membre du collège. On a découvert deux cas en province de Luxembourg. Il y a le bourgmestre CDH de Nassogne dont le frère est directeur général. Mais aussi un échevin MR à Hotton, dont le frère ou la sœur occupe des fonctions de directrice générale. C’est vraiment l’illustration du “double Willy Borsus”. Les actes et les paroles de Borsus sont différents.

Est-ce qu’après le 19 juin le PS s’est résigné tout de suite ou a-t-il essayé de rester au pouvoir sans le CDH ?

Nous avons d’abord décidé d’être responsables en travaillant jusqu’au dernier jour et d’assumer les accords pris avec le CDH préalablement, comme sur les allocations familiales. Le CDH, lui, a fait l’inverse en bloquant la réforme APE, les prêts jeunes et la suppression de la téléredevance. La situation était particulière, le CDH disait que ses ministres étaient démissionnaires mais ils ne portaient pas. Nous avons estimé que nous devions travailler car nous étions payés pour ça.

Vous avez quand même essayé de discuter avec le MR ?

On a très vite compris que c’était plié.

Est-ce que vous avez pensé que le MR et le CDH n’arriveraient pas à s’entendre ?

Non, on a d’abord cru que tout était planifié. Et puis on a vu que les choses s’enlisaient. Manifestement, Lutgen avait oublié l’existence de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Vous n’irez plus jamais au pouvoir avec le CDH en Wallonie ?

Il faudra voir quel CDH. Mais nous serons vigilants. Et même si nous ne sommes pas mus par l’amertume, nous n’oublions pas ce qui s’est passé et surtout les mots qui ont été prononcés.

Quels mots et par qui ?

Des mots insultants et des outrances de la part de Benoît Lutgen, de Dimitri Fourny ou d’Alda Greoli. Il y a eu des expressions plus mesurées par contre chez Maxime Prévoit et chez Marie-Martine Schyns.

Willy Borsus disait, dans “La Libre”, qu’il voulait continuer avec le CDH. Vous préféreriez quoi après les élections de 2019 ? Une majorité PS-MR ou une majorité PS-Ecolo-PTB ?

Je constate que Willy Borsus encourage les citoyens à voter CDH. Ce sont les électeurs qui décideront. Notre volonté est de porter le projet le plus à gauche possible. Mais pour cela, il faut des partenaires. Ecolo est de plus en plus gêné aux entournures par son non-positionnement. On a clairement entendu les coprésidents dire qu’ils n’étaient pas un parti de gauche. Quant aux membres du PTB, même s’il y a un changement de ton, ils disent quand même qu’il y a peu de chance qu’ils prennent leurs responsabilités.

Dans une visée plus régionaliste, est-ce qu’un gouvernement PS-MR ne serait pas plus fort ?

Je dirais comme pour le CDH. Quel MR ? Il y a des régionalistes et des communautaristes. C’est moins le cas chez nous qu’auparavant. Le MR ersatz de la N-VA ou le MR du libéralisme social ? S’il en reste.

Il y a Richard Miller ?

Il est devenu l’avocat de la N-VA. Chacune de ses sorties sert à justifier la position du MR par rapport à la N-VA. Sa dernière sortie, c’est une agression par rapport au monde académique.

“Les partis politiques doivent se réformer”

Comment jugez-vous le bilan du gouvernement wallon ?

Je trouve particulier qu'un ministre-Président évalue son action en citant le nombre de décisions prises. Evaluer l'action politique au nombre de points inscrits aux différents ordres du jour des réunions, c'est comme lorsqu'une mauvaise opposition calcule le nombre de questions orales et écrites posées au Parlement.

Vous ne pouvez pas nier qu'il y a des décrets qui passent ?

Il y a surtout eu beaucoup d'effets d'annonce, des notes cadre, etc. Mais peu de décisions concrètes, avec un impact sur le terrain. Exemple : l'assurance autonomie, dont on n'a pas de nouvelles. La soi-disant réforme APE. On nous parle d'une réforme mais, en fait, il n'y a pas. La majorité annonce juste la fin d'un mécanisme.

On constate que les dirigeants de Nethys sont toujours en place. Si vous étiez resté ministre, auraient-ils sauté ?

Nous avions été très clairs sur les questions de rémunérations qui devaient être réglées tout de suite. Cela s'est seulement fait il y a quelques jours. On aurait gagné un an par rapport à ce gouvernement.

On assiste en Europe et chez nous à la montée des partis extrémistes et radicaux. Quelle est la responsabilité du PS là-dedans ?

Avant tout, je veux déconstruire ce que l'on m'oppose au parlement wallon en disant que le PS a été trop longtemps au pouvoir. Je ne pouvais pas encore voter que le chef de groupe MR, Jean-Paul Wahl, était déjà député. J'étais encore à l'université que Charles Michel était déjà ministre. Je demande donc au MR un peu d'honnêteté in-

tellectuelle. Tout le monde a une responsabilité par rapport à cette montée et le PS autant que les autres.

Est-ce qu'en étant trop longtemps au pouvoir on n'oublie pas ses fondamentaux ?

C'est toute la difficulté d'être constamment le nez dans le guidon et de ne plus suffisamment prendre de hauteur par rapport à la marche du monde. Et, en même temps, lorsqu'on voit ce que l'on a fait au moment du Ceta on n'acceptant pas de prendre ce que l'on nous donnait comme si c'était l'évangile...

Mais qu'est-ce qu'on en a fait après ? On a vu qu'après la crise la communication, notamment celle du PS, passait à côté des vrais enjeux, en sombrant parfois dans la récupération politique.

C'est pour cela que Paul Magnette a écrit un livre, pour en expliquer les coulisses, le dessous des cartes, les mécaniques, les pressions, etc.

On ne peut pas refaire ce genre de combat tous les ans ?

Non, mais cela repose la question de la nécessité de corps intermédiaires comme les syndicats, les associations, les mutuelles, etc. Ces corps intermédiaires qui ont interpellé le monde politique sur les dangers du Ceta. Toutes ces structures que la droite essaie de supprimer ou dont elle tente de diminuer l'importance. Quant aux partis politiques, ils sont nécessaires et ils comptent dans leurs rangs des gens formidables avec des compétences importantes. Mais ils doivent se réformer et ne plus fonctionner comme des structures du XIX^e siècle.

S.Ta.